

Nouvelles locales du dimanche 7 février 2010

@rib News, 07/02/2010 | Politique. - Le parti Msd accuse le pouvoir d'être derrière l'assassinat de deux personnes en commune urbaine de Cibitoke au nord de Bujumbura. Selon le président du Msd à Cibitoke, ces personnes tuées étaient des membres du parti Msd et n'avaient pas d'argent pour attirer les bandits car c'est une maison d'étudiants attaquée. Il accuse en plus l'administrateur communal de cette commune d'avoir relâché 5 personnes des suspectes dans cette affaire. Le Msd demande à cet administrateur de ne pas chercher à jouer le rôle des enquêteurs puisqu'il n'en a pas les compétences. (Rpa)

- Les inscriptions aux élections prochaines continuent dans la ville de Bujumbura. A deux jours de la fin de la prolongation les gens viennent très nombreux pour se faire inscrire. D'après des sources sérieuses, cette augmentation est due à la distribution du nouveau document de la Ceni à chaque personne en âge de voter et surtout aux personnes qui n'ont pas eu de carte d'identité. Cependant, des cas de tentative de tricherie sont signalés, mais les mandataires politiques se montrent très vigilants. Les partis essentiellement représentés dans la majorité des bureaux d'enregistrement sont Cndd-Fdd, Frodebu, Cndd, Fnl, Upd et Msd. (Rtnb)- Le parti Adr demande aux autres partis politiques de faire des listes des candidats suivant les compétences intellectuelles. La présidente de ce parti, Alice Nzomukunda, se dit déçue par le fait que la Constitution burundaise semble légitimer l'exclusion car cette constitution parle pas de compétence intellectuelle mais parle plutôt d'ethnie. L'Adr trouve que ces conditions ethniques font reculer le pays au stade de l'ignorance. (Isanganiro)- Le parti Cndd (opposition) dit ne pas comprendre ce qu'attend le Gouverneur de Makamba pour constater la vacance du poste d'administrateur dans trois communes de la province. Selon le porte parole du Cndd, François Bizimana, le code électoral actuel stipule en son article 188 que chaque personne qui quitte son parti perd immédiatement son poste. Dans cette province trois administrateurs viennent ont quitté leurs partis d'origine pour adhérer le parti au pouvoir, Cndd-Fdd. Pour ce dernier, il n'est pas encore temps de dire que l'administration a tardé à faire ce constat. (Rpa)- Le parti Frolina accuse la justice burundaise d'être corrompue jusqu'aux dents. Selon le président de ce parti Joseph Karumba, il faut immédiatement des réformes pour sauver la justice burundaise sinon le peuple n'aura jamais confiance en cette justice qu'il qualifie de corrompue. Il annonce que son parti se présentera aux élections et le candidat sera désigné les jours à venir par l'assemblée générale. (Bonesha Fm) | Sécurité- La demande au Président de la République d'intervenir pour résoudre les questions soulevées par des militaires, actuellement en grogne suite aux conditions dans lesquelles ils se trouvent. Le porte parole de la Coalition de la Société Civile pour le Monitoring des Elections trouve que la transparence doit caractériser les corps de sécurité comme les autres secteurs. Si ce problème n'est pas résolu, la Cosome estime qu'il sera difficile de tenir des élections apaisées car ceux qui doivent les sécuriser ne sont pas moralement sécurisés. (Isanganiro) | Santé- L'épidémie de choléra mâtresse à Cibitoke. Seules trois personnes sont hospitalisées dans les dispensaires de cette province. Les communes qui touchées étaient Rugombo et Mabayi. Dans ces deux communes, aucun cas de choléra n'est signalé comme l'indiquent les responsables de santé dans cette province du nord-ouest du pays. Cependant, le district sanitaire de Cibitoke trouve que cette épidémie pourrait resurgir ultérieurement suite au manque d'eau potable dans cette province et surtout dans les communes de Rugombo et Mabayi. | Société / Economie- Les caféiculteurs de Gitega se disent indignés par la privatisation de la filière café du Burundi. Ces caféiculteurs disent que les 13 usines de traitement de café qui ont déjà été privatisées ont fait une façon fortuite et non rassurante pour les agriculteurs de industrielle. Ces caféiculteurs de cette province du centre du pays trouvent également que la privatisation de ce secteur va faire perdre de l'emploi à plus de 2.000 personnes et mettre en danger la vie de milliers de familles. Ils demandent au Gouvernement d'associer chaque fois les concernés pour qu'ils s'expriment sur leur problème. (Rpa)